

L'Ambassadeur de Suisse

Dakar, le 11 décembre 1991

CONFIDENTIEL

an	YO	SI				a/a
Datum	7.1	57				
Visa	4	57				9
EDA	7. JAN. 1992					
Ref.	p. B. 73. 0.					

Réflexions et observations sur le processus
de transition en Afrique

Monsieur l'Ambassadeur,

Après quelques mois de séjour sur le continent africain, j'ai essayé de résumer un certain nombre d'observations et de réflexions sur le processus de transition en Afrique et de tirer quelques conclusions. Il ne s'agit pas d'un rapport politique proprement dit avec des informations factuelles, mais plutôt d'un papier de synthèse après maintes conversations avec des collègues et amis africains.

Je suis conscient qu'après quelques mois en Afrique de l'ouest, on ne peut pas prétendre comprendre et saisir tout ce qui se passe dans cette région limitée de ce continent fascinant qu'est l'Afrique, avec toutes ses complexités. J'espère que ces premières impressions seront toutefois d'un certain intérêt pour vous et pour les autres services concernés car l'envergure des problèmes africains est telle qu'on ne devrait pas les perdre de vue, même si la Suisse a d'autres préoccupations plus urgentes face aux bouleversements qui ont lieu en Europe.

Veuillez agréer, Monsieur l'Ambassadeur, l'assurance de ma haute considération.



Walter B. Gyger

Annexe ment. (1)Copie : voir feuille annexée

Monsieur l'Ambassadeur
Pierre-Yves SIMONIN
Chef de la Division politique II
Direction politique
D F A E

B e r n e

Copie :**D F A E**

- Secrétariat du Chef du Département
- M. Klaus JACOBI, Secrétaire d'Etat - Direction politique
- Messieurs les Ambassadeurs
 - . Fritz STAEHELIN - DDA
 - . Mathias KRAFFT - DDIP
 - . Jean-Pierre Keusch - DOI
- M. l'Ambassadeur Guy DUCREY, Secrétariat politique
- Messieurs les Chefs de division - DDA
 - . Henri-Philippe CART
 - . Jean-François GIOVANNINI
- M. Andri BISAZ, DDA, Section Afrique occidentale

D F E P - OFAEE

- M. l'Ambassadeur Nicolas IMBODEN - Délégué du CF aux accords commerciaux
- M. le Ministre Jean-Daniel GERBER - Service de développement
- M. Rolf GERBER - Service Pays africains

Papier de réflexion et de synthèse

Le processus de transition des pays africains est autant porteur d'espoir que d'inquiétude

Un grand nombre de pays africains traversent actuellement une crise dont l'envergure ne peut être comparée qu'à celle causée avec la décolonisation des années 60. Malgré des réalisations qui ont été des succès, force est de constater que le niveau de vie dans beaucoup de pays sub-sahariens est aujourd'hui en dessous de celui des années 60. Bientôt un tiers des pauvres de ce monde vivra en Afrique. Vu de Dakar, la transition que vit aujourd'hui l'Afrique de l'Ouest est autant porteur d'espoir que d'inquiétude, de désarroi, de crainte et de désillusion.

Des bouleversements étaient prévisibles en Afrique après le Sommet franco-africain de la Baule, pendant lequel la France a dénoncé son soutien inconditionnel aux régimes africains. Au niveau international, les données ont tellement changé qu'aucune puissance est encore disposée aujourd'hui à épauler les régimes corrompus et autoritaires. Ce qui se passe actuellement en Afrique n'est du mérite d'aucun Chef d'Etat africain. Ce n'est pas non plus le fruit d'années de lutte et de frustration des masses populaires, comme certains veulent le faire croire. C'est plutôt un abandon des régimes africains à leur propre sort, ce qui peut à la longue être salutaire. Les conférences nationales et autres mécanismes de transition constituent un passage bienvenu pour certains Chefs d'Etat qui, sentant le danger, ont trouvé la parade pour une sortie honorable. Tant que les anciennes structures, tels que les commandements de l'armée et les dirigeants des administrations, restent en place, la transition reste hypothéquée et la chance de réussite est précaire.

Beaucoup de collègues africains, bien sûr représentants des anciens systèmes mais aujourd'hui des "démocrates convaincus", posent des questions sur la légitimité des conférences nationales et des autres mécanismes de transition ainsi que sur les résultats obtenus jusqu'à présent.

Ils font valoir que, dans la plupart des pays vivant l'expérience d'une transition, la composition des institutions législatives se réclamant souvent souveraine est assez arbitraire et hasardeuse. D'après eux, il serait prétentieux de parler d'une légitimité populaire des assemblées législatives comme des exécutives de transition. Néanmoins, les régimes dictatoriaux, dont ces institutions sont à présent les juges et les héritiers, n'en avaient pas davantage. Toutefois, il me semble qu'elles méritent davantage de confiance que les régimes frauduleux qu'elles remplacent, surtout comme formule de transition pour organiser des élections libres.

A l'exception de certains pays comme le Cap-Vert, il est encore trop tôt pour parler de résultats visibles. Certains interlocuteurs ont alors tendance à ne voir que l'effet secondaire qui est la mise en question de l'autorité des Etats. Il est évident que la levée des contraintes des régimes militaires et dictatoriaux n'a pas seulement libéralisé la parole. Beaucoup de gens semblent confondre démocratie et anarchie et donnent aujourd'hui libre choix aux sentiments les plus bas : pillage, actions de représailles, vandalisme, confrontations entre ethnies, tribalismes et confrontations religieuses en sont les conséquences. Les anciens ordres sont mis en question sans modèles alternatifs, ce qui crée un désordre et un climat d'insécurité inimaginable pour un Européen. Par conséquent, l'espoir que réveille la promesse de démocratisation va de paire avec beaucoup d'inquiétude. Même au Sénégal, le mot "SOPI", ce qui veut dire "changement" en wolof, a gardé toute son attraction et sa force de séduction. On veut des changements tout de suite et voir des résultats immédiatement. Pour mes interlocuteurs africains, il est difficile d'admettre que les conférences nationales et les autres mécanismes de transition ne sont que des structures politiques facilitant l'articulation d'avis divergents et contribuant ainsi à la recherche de meilleures solutions à plus long terme.

Ce qui me semble être plus préoccupant, c'est que dans des discussions avec les Africains, ces derniers déplorent que l'Afrique soit sans vision d'avenir, sans réponse aux défis de notre temps. Ils se plaignent que, une fois de plus, l'impulsion pour des changements en Afrique soit venue de l'étranger et qu'on regarde, comme toujours, vers l'extérieur pour trouver des solutions. Hier, c'était l'importation de partis uniques et la planification économique de l'Est et aujourd'hui la démocratie et l'économie de marché de l'Ouest. Ce regard, figé vers l'extérieur et lié à un sentiment de dépendance de l'aide des pays industrialisés, ouvre en fait la porte à l'ingérence et la manipulation étrangère. Certains leaders africains, par exemple le Ministre d'Etat du Sénégal Maître Abdoulaye WADE, se rendent de plus en plus compte de la situation. Le dessous de sa médiation au Zaïre est également une révolte contre l'ingérence belgo-française et américaine. Pour toutes ces raisons, il me semble que la crise que traversent aujourd'hui beaucoup d'Etats africains est autant un phénomène culturel qu'un problème économique et social. Dans ce contexte, il me paraît particulièrement intéressant que certains Africains parlent des effets néfastes et dévastateurs de l'auto-colonisation, c'est-à-dire de l'application de modèles occidentaux par les dirigeants africains.

Pour un Européen, il est dérangent d'écouter des Africains parler avec une certaine nostalgie de la colonisation qui laissait au moins certaines structures traditionnelles, surtout dans le monde rural et qui avait l'avantage d'une certaine efficacité, certes imposée. Mais plus souvent on entend dans des discussions avec des Africains la demande d'un temps de repos, de tranquillité pour que l'Afrique puisse se retrouver et cela pas au niveau continental, mais au niveau des Etats, des ethnies et

des régions locales. C'est une demande qui est avant tout d'ordre culturel car il touche la civilisation et le mode de vie africains. Elle ne s'adresse pas seulement à l'étranger, mais également à leur propre Etat, leur Gouvernement et leur Administration. Les Etats centralisateurs qui furent créés après l'indépendance ne correspondent ni au besoin de beaucoup de sociétés africaines, ni à la solution des problèmes les plus urgents. Aujourd'hui, ils ont pris un tel poids dans beaucoup de pays africains qu'ils entravent l'activité économique et crée des espoirs dans le domaine social sans en avoir les moyens.

Le Sénégal est un assez bon exemple. Malgré la réussite de ses leaders pour sauvegarder la paix politique, le fonctionnement de son administration n'est adapté ni à la réalité économique ni à la réalité sociale, mais repose sur le modèle français. Même au Sénégal, les temps sont révolus où l'appareil administratif - contrôlé par un parti et une personne, a pu monopoliser le pouvoir. Par la force des choses, on est aujourd'hui davantage à l'écoute d'une population qui souvent n'a rien à perdre. L'élargissement de la majorité présidentielle, en associant deux grands partis d'opposition au travail du Gouvernement, n'est qu'une conséquence. D'autre part, des organisations de base commencent à se structurer et à s'articuler en dehors des voies administratives. Beaucoup de revendications sont toutefois encore adressées à l'Etat, déjà au bord de la faillite. Un accroissement des moyens mis à disposition par les bailleurs de fonds n'est point à espérer; bien au contraire leur conditionnement pèse de plus en plus lourd. Alors qu'au niveau gouvernemental, on a tendance à serrer de plus en plus la ceinture pour se conformer aux demandes des bailleurs de fonds, on écoute au niveau privé assez souvent un certain désenchantement de l'aide étrangère et surtout de son propre Etat. Encore, il sera toutefois trop tôt de parler d'un renversement des attitudes, mais le moment ne peut plus être loin où les Africains commenceront à réaliser qu'ils doivent faire eux-mêmes l'effort et que l'action de leur Etat, et surtout des bailleurs de fonds, ne peut qu'être subsidiaire et complémentaire.

De ces observations, résultent quatre conclusions qui ne sont pas des jugements finaux car la réalité africaine est bien trop complexe à saisir en quelques mois :

1)

La crise économique, sociale et politique que traversent beaucoup de pays africains est une crise de civilisation. Ce n'est pas par des mesures économiques, imposées selon des modèles étrangers, qu'on peut espérer résoudre les problèmes auxquels les pays africains ont à faire face. La réalité est différente de pays en pays et chacun doit trouver sa propre voie qui doit être adaptée à sa situation particulière. L'occident ferait bien de prendre une certaine distance et de montrer une certaine retenue pour proposer des solutions.

2)

Vu de l'Afrique de l'Ouest, la compétence et la structure même des Etats doivent être repensées et redimensionnées. Il semble indiqué de veiller à ne pas renforcer des structures étatiques dans la coopération qui sont censées être modifiées beaucoup plus profondément qu'on ne s'imagine aujourd'hui.

3)

Les peuples africains ont plus que jamais besoin de notre assistance et surtout de notre sympathie. Il serait erroné de penser qu'à cause de cette crise notre aide soit perdue. La pauvreté et le sous-développement constituent un des plus grands défis globaux auquel l'humanité doit faire face pour maintenir la paix dans le monde. Il faut éviter à tout prix que démocratie, multipartisme et respect des droits de l'homme deviennent un synonyme dans la perception africaine de misère économique et sociale et d'instabilité politique.

4)

L'assistance suisse, déjà orientée vers les populations les plus nécessiteuses et axée sur un renforcement des structures de base, correspond plus que jamais aux besoins effectifs des pays africains. Aussi le processus de transformation, surtout la démocratisation du fonctionnement de l'Etat et l'initiative privée, mérite d'être soutenu. Une certaine retenue semble toutefois être indiquée lorsqu'il s'agit de renforcer des structures administratives si on n'est pas sûr qu'elles travaillent véritablement dans l'intérêt de la base.